

Communiqué du 31 décembre 2019 au sujet des propos du préfet Marx

C'est chose connue ! La réforme territoriale et la disparition du conseil régional d'Alsace ont eu pour conséquence de revivifier la conscience alsacienne. Un « désir d'Alsace » traverse toujours la société alsacienne. Ce « plus d'Alsace » voulu par la grande majorité des Alsaciennes et des Alsaciens ne se traduit néanmoins pas dans leur esprit par un moins de France. Ce n'est pas l'unité nationale qui est rejetée. Bien au contraire, c'est un renforcement de son unité qui est souhaité au travers de la reconnaissance de la diversité nationale.

Or voici que dans un article publié par le journal Le Monde le 23 décembre il est écrit que le préfet Marx parle d'un « Climat de Brexit alsacien ». Les propos du préfet sont lourds de sens. Par sa voix, l'État nous dit ça suffit les « alsacos ». On a reconnu votre «désir » et on vous a donné la CEA¹, rentrez dans le rang maintenant.

Mais pire encore, il essaye de nous « tuer » par les mots en nous présentant comme des indépendantistes, comme ceux qui veulent " brexiter ", c'est-à-dire sortir de la république. Nous ne voulons pas quitter la république. Nous voulons sortir d'un certain républicanisme qui se veut d'unir les mêmes et non les différents et qui ce faisant crée des « territoires » neutres d'histoire, sans identité, sans réel pouvoir et ayant tous les mêmes propriétés ou presque. Ce qui est autre chose !

Présenter les régionalistes comme des indépendantistes, la ficelle est ancienne. Elle révèle une certaine impossibilité française à penser le fait régional et même une méfiance des provinces, ou comme on dit aujourd'hui des territoires, qui repose notamment sur la façon dont la France s'est construite, à savoir suite en grande partie, à des conquêtes successives et non par adhésion volontaire, par un pacte fédératif. Cette réalité historique a par ailleurs voulu que la France soit bien plus un pays administré que gouverné. Administrer des territoires ou gouverner des territoires, ce n'est pas exactement la même chose. Administrer, c'est imposer une réalité. Gouverner, c'est partir des réalités.

La France a perdu de vue ou n'a jamais su que la légitimation de l'État et son efficacité pouvaient aussi résulter du partage du pouvoir, de son rapprochement avec ceux qui le subissent et de la participation que ce partage génère. Pour les régions, ces données se sont aussi traduites par une certaine entropie culturelle, par un certain étouffement des initiatives et des potentialités, notamment économiques. La France, sa démocratie et son économie gagneraient à rompre avec une approche territoriale du haut vers le bas².

¹ Collectivité européenne d'Alsace

² Sur le plan politique, l'expérience au niveau européen montre que, sauf exception, plus un pays est fortement régionalisé moins il sera confronté à des demandes d'autonomie voire de séparatisme. Sur le plan économique, l'expérience européenne montre aussi qu'une régionalisation forte est plus efficace pour assurer la croissance économique qu'un système d'économie administrée centralisé. D'une manière générale, la plupart des économistes s'accordent pour reconnaître que ce ne sont pas les décisions de caractère économique prises au niveau central, mais que c'est le développement local qui est le moteur de la croissance d'un pays.

L'Alsace, qui voit ce qui se fait ailleurs et qui a déjà expérimenté par le passé la démocratie locale, est bien placée pour appeler la France à une nouvelle gouvernance, à une régénération de la République fondée sur l'acceptation de la pluralité et de la multipolarité, non pour elle-même, mais pour la démocratie, par impératif catégorique.

Monsieur le préfet, nous ne voulons pas quitter la France, ne trompez pas les gens. Par contre, nous appelons les Françaises et les Français, et en premier lieu leur classe politique, à intégrer l'idée que l'union s'enrichit de la diversité et à s'inscrire dans une démarche de rénovation d'un système né de la centralisation monarchique et du raidissement révolutionnaire, afin de l'adapter aux dynamiques politiques et sociales contemporaines.

Pierre Klein, président
ica.2010@orange.fr